



# PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2023

**Monsieur le Maire** invite les élus à faire mention des questions orales.

- **M. Denis TISSERAND** pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Demande d'informations sur le taux de logements sociaux sur Seloncourt.

**1 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 07 MARS 2023 - DCM n° 20230411-1**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal l'approbation du procès-verbal de la séance du 07 mars 2023.

**M. Denis TISSERAND** donne lecture d'une déclaration :

*« Nous avons quelques remarques concernant les propos reportés sur ce compte rendu.*

*Il nous apparaît que les propos sont savamment choisis ou ignorés jusqu'à enlever toute l'argumentation adverse.... Donc la nôtre.*

*Lors de la délibération 2, Christian TOITOT est intervenu concernant notre demande de délibération pour valider une aide financière à la Banque Alimentaire.*

*Si les arguments du maire sont reportés nous ne voyons pas ceux de Christian TOITOT. Nous tenons à les rappeler ici :*

*La banque alimentaire accepte officiellement et sans interprétation possible 3 voies de dons.*

- 1. Les dons alimentaires directs*
- 2. L'aide par le bénévolat*
- 3. Et la troisième est le don en argent permettant d'assurer les dépenses de fonctionnement. Si l'activité augmente les frais de fonctionnement aussi.*

*Je rappelle, que pour les particuliers, cette dernière possibilité donne accès au dispositif Coluche, soit une réduction d'impôt de 75%.*

*Notre deuxième remarque concerne le non-report de mes arguments concernant la nécessité de faire des économies d'énergies et notamment en gérant le fonctionnement des congélateurs et des chambres froides. Vous ne faites pas cas du rappel du plan gouvernemental de sobriété imposant de débrancher les appareils inutilisés, ni de mon exemple, basé sur des mesures factuelles, qui invalide de fait les propos de M. FORESTI.*

*Notre troisième remarque concerne l'intervention de Mathieu GAGLIARDI dont un seul des propos, tous dénigrants est reporté. Mais peut-être avez-vous trouvé déplacé de rapporter ses paroles mettant en cause une personne absente mais également les associations utilisant les salles communales.*

*Nos propos ont toujours pour objectif l'utilisation optimale de l'argent public à destination du public et c'est toujours dans ce sens que nous intervenons.*

*Pour ces raisons, notre groupe votera contre de compte rendu de séance. »*

**M. Daniel BUCHWALDER** répond que cette déclaration sera jointe au compte-rendu de la présente séance. Comme l'opposition n'est jamais satisfaite des comptes rendus, que ce soient ceux du conseil municipal ou des commissions, il pense qu'il faudra bientôt faire comme à PMA en reproduisant verbatim les propos de chacun ou alors que c'est M. TISSERAND qu'on désignera secrétaire de séance.

**M. Denis TISSERAND** veut juste dire que c'est une histoire d'équilibre d'argumentation, qu'il n'y a pas de mauvaises intentions.

Le Conseil Municipal, l'exposé du Maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A LA MAJORITÉ** de ses membres présents ou représentés (24 voix Pour et 5 voix Contre : Mmes et MM. Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH),

➤ **ADOpte** le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 07 mars 2023.



**M. Denis TISSERAND** trouve dommage de ne pas voter la taxe sur les locaux vacants depuis plus de deux ans car il s'agit d'une mesure gouvernementale qui pousse les propriétaires à rénover les bâtiments et à lutter contre les logements vides.

**M. Daniel BUCHWALDER** c'est en effet une réflexion qui peut être menée. Il faut toutefois tenir compte de certaines situations particulières telles que les successions, les personnes âgées placées en maison de retraite... Toutefois une enquête sera réalisée afin de déterminer le nombre de biens concernés et les raisons pour lesquelles ils sont vacants.

**Mme Françoise PAICHEUR** répond que malheureusement beaucoup de personnes n'ont pas les moyens de financer les travaux de remise aux normes énergétiques.

**M. Denis TISSERAND** dit que si c'est dans le cadre d'une succession cela pousse les personnes à trouver une solution (vente du bien).

**Mme Christine GUEY** répond qu'il y a souvent le problème de l'indivision qui est compliqué. Beaucoup de personnes âgées auraient effectivement une possibilité de louer mais n'ont pas les moyens, vu le montant de leur retraite, d'investir dans des travaux de remise aux normes qui permettraient la location de leur bien car en raison de leur âge elles ne sont plus financées par leur banque.

**M. Denis TISSERAND** précise qu'il existe des mécanismes pour le logement social.

**Mme Christine GUEY** : oui sans doute mais ces aides devraient être mieux organisées et moins nébuleuses. Il est en effet difficile de savoir, d'autant plus si on est âgé, à qui s'adresser, où chercher et comment faire. Certes **M. TISSERAND** n'a pas tort concernant les logements vides mais malheureusement beaucoup de personnes ne le font pas parce qu'elles ne savent pas comment faire.

**M. Daniel BUCHWALDER** ce dossier sera donc étudié et une enquête sera menée conjointement avec l'ADU pour déterminer le nombre de biens vacants sur le territoire communal.

#### **Le Conseil municipal,**

Vu les articles 1636 B *sexies* à 1636 B *undecies* et 1639 A du code général des impôts,

L'exposé du Maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **DÉCIDE** de fixer les taux communaux pour l'année 2023 comme suit :

- Taxe d'habitation : 10,78 %
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 37,83 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 21,81 %

- **CHARGE** Monsieur le Maire de :

- Notifier cette décision aux services préfectoraux
- Transmettre l'état 1259 complété à la direction départementale des finances publiques, accompagné d'une copie de la présente délibération.

#### **5 - BUDGET PRIMITIF 2023 - DCM n° 20230411-5**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

L'article 37 de la Loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012 de Finances rectificative qui a modifié, de façon pérenne, les dates de vote des budgets des collectivités locales.

L'article L. 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose, désormais, que la date limite de vote des budgets locaux est le 15 avril. L'année de renouvellement des organes délibérants, cette date est reportée au 30 avril.

Pour l'année 2023, la date limite d'adoption du budget primitif communal est donc fixée au 15 avril 2023.

Monsieur le Maire effectue la présentation du budget primitif 2023 (cf. tableaux joints en annexe).

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
DEPENSES	RECETTES
5 913 393	5 913 393



**Mme Laurence DI VANNI** précise que le budget culture des écoles a été décidé conjointement avec les directrices des écoles lors de la commission. Le budget de 30 € par élève n'impacte pas leurs sorties prévues jusqu'à la fin de l'année puisque les subventions « culture » versées durant la période COVID n'ont pas été dépensées en raison des confinements, elles seront donc utilisées cette année.

**M. Nicolas PIERGUIDI** fait remarquer à M. TISSERAND qu'il est facile de critiquer les actions de la majorité notamment sur l'environnement et la maîtrise des énergies, il admet qu'il est toujours possible de faire mieux mais que jusqu'à présent le programme annoncé durant la campagne électorale est respecté.

**M. Mathieu GAGLIARDI** : le vote du budget communal est un moment important de l'année et hautement difficile. Il suggère à M. TISSERAND, plutôt que de critiquer, de faire des propositions tout comme le font tous les élus de la majorité.

**M. Sergio BEE** demande s'il est possible de savoir où seront implantées les caméras supplémentaires prévues au BP 2023.

**M. Daniel BUCHWALDER** : la réponse sera apportée en commission voirie.

**M. Jean-Marc ROBERT** reproche à M. TISSERAND d'avoir toujours les mêmes commentaires sur le BP.

**M. Denis TISSERAND** lui répond qu'il croit en la force de la répétition. Car certains sujets qui avaient été abordés il y a quelques années sont étudiés aujourd'hui. Il donne l'exemple des ampoules LED et des panneaux solaires.

Le Conseil Municipal, l'exposé du Maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A LA MAJORITÉ** de ses membres présents ou représentés (24 voix Pour et 5 voix Contre : *Mmes et MM. Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH*), **ADOpte** le budget primitif 2023.

**6 - EQUIPEMENT NUMERIQUE DES ECOLES – REGLEMENT FINANCIER DU DOUBS – SUBVENTION « TERRITOIRES NUMERIQUES EDUCATIFS » - DCM n° 20230411-6**

**Mme Laurence DI VANNI** présente ce point.

Monsieur le Maire expose :

**Vu** la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative au Programme d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,

**Vu** la convention du 8 avril 2021 entre l'État, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, la Caisse des dépôts et consignations, l'EPIC BpiFrance et la société anonyme BpiFrance relative au Programme d'investissements d'avenir (PIA) – action « Démonstration en conditions réelles, amorçage et premières commerciales »,

**Vu** la convention cadre de partenariat à intervenir entre le Département du Doubs, la Caisse des dépôts et des consignations et le Rectorat pour la mise en œuvre du dispositif France 2030 « Territoires Numériques Educatifs » (TNE) sur la période 2022-2024 signée le 20 juillet 2022

**Vu** le règlement financier adopté par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Doubs du 26 septembre 2022 ;

FRANCE 2030 dans son volet « numérique éducatif » se concentre sur le déploiement des « Territoires Numériques Educatifs » (TNE). Le projet s'adresse à la fois aux élèves, aux enseignants et aux familles, en investissant dans de l'équipement, de la formation et des ressources, en agissant sur quatre leviers :

- la formation des enseignants ;
- l'accompagnement des parents et des familles ;
- la mise à disposition des ressources numériques pour les enseignants ;
- l'équipement des élèves et des établissements scolaires.



**7 - CREATION D'UN POSTE D'AUXILIAIRE DE PUERICULTURE DE CLASSE NORMALE A TEMPS COMPLET - DCM n° 20230411-7**

**M. Daniel BUCHWALDER** présente ce point.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Afin de respecter le taux réglementaire d'encadrement à la crèche, Monsieur le maire propose de pérenniser le poste d'un agent contractuel lauréat du concours de la fonction publique d'auxiliaire de puériculture, et propose la création :

- d'un poste d'auxiliaire de puériculture de classe normale à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023.

Si l'emploi ne peut être pourvu par un fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent non titulaire dans les conditions fixées à l'article L 332-8 et suivants du code général de la fonction publique.

La Commission Personnel réunie le 29 mars 2023 a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget 2023.

Le Conseil Municipal, l'exposé du Maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVÉ** la création d'un poste d'auxiliaire de puériculture de classe normal à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023.
- **DÉCIDE** de modifier ainsi le tableau des emplois,
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

**8 - FESTIVAL DE JAZZ « LES 3 TEMPS DU SWING » - CONCERTS DES 6, 7 et 8 JUILLET 2023 - DCM n° 20230411-8**

**Mme Christine GUEY** présente ce point.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre du Festival de Jazz « Les 3 Temps du Swing », des concerts seront proposés le jeudi 06, vendredi 07 et samedi 08 juillet 2023 sur la Place Ambroise Croizat avec un repli possible à la salle polyvalente en cas d'intempéries.

Il est proposé d'approuver la programmation suivante :

DATE	ASSOCIATION / SOCIÉTÉ	GROUPE	COÛT
Judi 06 juillet 2023	Société « VALD SPECTACLES »	Les fils Canouche / Sémillance	2 532 €TTC
Vendredi 07 juillet 2023	Association « Too Much Notes »	Zoot Daniels	1 920 €TTC
Samedi 08 juillet 2023	Association « Saveurs du Sud »	Flore M et les Saveurs du Sud Jazz Band	2 900 €TTC
TOTAL			7 352 €TTC

La commission Culture réunie le 30 mars 2023 a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2023.

Le Conseil Municipal, l'exposé du Maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la tenue de ces concerts selon les conditions définies dans les contrats de cessions,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les contrats et tout document à intervenir.



Le Conseil Municipal, l'exposé du Maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents et représentés, **VALIDE** la répartition des subventions 2023 aux associations seloncourtoises présentées ci-dessous :

Subventions de fonctionnement	2021	2022	CM 11/04/2023
ACIA	300	300	300
ACR	0	250	250
Amis du vieux Seloncourt	790	790	800
Anai sos cambodge	0	0	0
APES écoles	380	380	400
APES collège			
Arts Martiaux Seloncourt	2 190	2 190	2 200
Association motocycliste	940	940	950
ASV Basket	500	500	500
Astro 400	450	450	450
Badminton	0	0	0
Cash	1 000	0	0
Club des glycines	0	0	500
Comité de coordination	0	1 500	0
Cossie Billard Club	790	790	800
Cossie Fan tutti excep		3 000	0
Cossies fan tutti	0	300	300
Ensemble instrumental	0	0	0
FCPE écoles	0	0	0
Fnaca	530	530	550
Football club	3 700	3 700	3 700
Gym et sport adultes	300	300	300
Guitare passion	250	0	250
Hand Ball	1 500	1 500	1 500
Handicomtois	300	300	300
Judo	1 960	1 960	2 000
La céclilia	0	1 570	800
La Jeanne d'Arc	4 460	4 460	4 500
La Jeanne d'Arc excep			
MPT	3 880	3 880	3 900
Pétanque	0	400	0
Salon courtois	0	210	300
Scoliose et partage	0	0	0
Seloncourt Fighting Club	500	500	500
Seloncourt ville fleurie	910	910	900
SHNPM	200	0	0
Souvenir français	160	160	200
Studio 3 (ex Crazy Crew)	300	300	300
Tennis	2 745	2 745	2 800
Tennis de table	5 800	5 800	5 800
Voce d'italia	800	800	800
West Origines	470	470	500
<b>SOUS- TOTAL</b>	<b>36 105</b>	<b>41 885</b>	<b>37 350</b>
<b>MPT-CARNAVAL</b>		<b>6 000</b>	<b>6 650</b>
Amis du vieux Seloncourt – brocante	800		800
13 juillet	1 500	1 500	1 500
Fête de la musique			1 500
Animation de la ville			1 500
Journée à la ferme			600
<b>SOUS- TOTAL</b>	<b>2 300</b>	<b>7 500</b>	<b>12 550</b>

Le Conseil Municipal, l'exposé du Maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **VALIDE** la répartition des subventions 2023 aux associations et organismes extérieurs présentées dans le tableau ci-dessous :

➤ ORGANISMES	2021	2022	CM 11/04/2023
ACTION CONTRE LA FAIM			
AFA ASSOC Françoise Aupetit		250	
ARFAS		250	
Relais équinoxe (Altau)	500	500	500
Pompiers Audinval	500	500	350
Pompiers Hérimoncourt	500		350
Amicale Police Montbéliard			
Amis de l'Hôpital	200	200	200
Amis du moulin de la doue	150	150	150
Assoc. française des sclérosés en plaques		250	250
Banque alimentaire du Doubs	600	600	600
Croix Bleue Valentigney	200	200	
Croix Rouge			
Distraction des malades	200	200	
Ecole Notre Dame Audincourt	450	450	450
Fanfare Vandoncourt			400
France Alzheimer f comté	250	250	250
France Népal			
FSE hautes vignes	250		
Les Vêto à travers l'Europe			
Ligue contre le cancer		250	
Onco Doubs			250
Pêche AAPMA- Audinc Arbouans Exinc Selonc	100	100	100
PEP 25			
Protection civile		1 000	
Restaurants du cœur	600	600	600
SAPAD PEP 25	250	250	250
Scoliose et Partage			
Secours catholique	600	600	600
Secours populaire français	600	600	600
Sésame Autisme	250	250	250
SOS Amitié Belfort Montbéliard	150	150	
UNICEF	250		
Les amis des chats			
Terre des Chats	550	550	550
<b>TOTAL</b>	<b>7 150</b>	<b>8 150</b>	<b>6 700</b>

➤ **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.



## QUESTION ORALE

- **M. Denis TISSERAND** : Demande d'informations sur le taux de logements sociaux sur Seloncourt

*« Nous avons voté, lors du conseil d'agglomération du 30 mars 2023 le renouvellement de la demande d'exonération du paiement des éventuelles amendes SRU.*

*La politique du logement, purement électoraliste, qui a été menée jusqu'à la première menace d'amende de 51 000 € financée généreusement par la communauté en 2016, nous a amené à n'avoir que 12,9% de logements sociaux constituant le parc locatif seloncourtois.*

*Le 30 mars, il s'agissait de la troisième demande de renouvellement d'exonération. Ce qui m'inquiète c'est que notre taux de couverture en logement sociaux n'a que très peu évolué.*

*Les deux dernières demandes en exonération font état de deux taux identiques de 12,7% soit un déficit de 204 logements sur les 561 à atteindre pour le taux de 20% demandé par le SRU.*

*Or, nous voyons une multitude de chantiers immobiliers fleurir sur Seloncourt.*

*Pouvez-vous nous renseigner sur l'évolution des logements sociaux consécutive aux projets récents et futurs ? Atteindrons-nous le chiffre de 20% exigé par le SRU ? ».*

**M. Daniel BUCHWALDER** répond que c'est infaisable. En effet, en schématisant, pour atteindre ce taux, il faudrait interdire toutes les autres constructions et édifier une tour de 207 logements sociaux.

Il ne s'agit pas là d'une stratégie électoraliste mais d'un fait.

De même, il trouve aberrant d'obliger la construction de ce type de logement alors qu'il y en a 8 000 de vacants sur le pays de Montbéliard.

Quant aux 51 000 €, PMA n'a pas « généreusement » financé cette somme, il s'agit du remboursement de l'amende que la ville avait versée pour l'année 2016 dont elle a par la suite été exonérée.

**M. Denis TISSERAND** suggère alors d'imposer un taux de 20 % de logements sociaux dans tous les projets à venir.

**M. Jean-Marc ROBERT** précise, comme cela a été le cas rue Cuvier, quand les bailleurs sociaux vendent certains de ces biens, ils ne sont plus considérés comme des logements sociaux ce qui gonfle encore le déficit. Il n'y a aucune mauvaise volonté de la part de la ville.

**M. Mathieu GAGLIARDI** répond à M. TISSERAND que même en obligeant la construction de 20% logement sociaux dans les OAP, le taux imposé par le SRU n'est pas atteignable et que bien évidemment on ne peut rien imposer à un particulier qui vend sa parcelle de terrain.

Il faut bien intégrer que cette loi a pour intérêt de ne pas exclure les personnes en difficulté des zones où le marché est tendu, ce qui n'est pas le cas dans le pays de Montbéliard.

Il n'y a aucune volonté électoraliste dans tout cela.

**M. Denis TISSERAND** rétorque qu'il parle d'électoralisme car il y a eu des élus qui en ont pâti à un moment donné mais que c'est de l'histoire ancienne. Bien entendu on ne va pas construire les Champs Montants à Seloncourt. Pour lui le logement social c'est faire une intégration à 20%.

**M. Daniel BUCHWALDER** lui répond que c'est une question numérique et pas une question de principe. Il demande à M. TISSERAND où il aurait mis ces logements car la moitié de la surface de Seloncourt c'est de la terre agricole et de la forêt. Faut-il raser la forêt pour pouvoir construire ?

Il rappelle également que le retard pris est lié au fait que durant des années les bailleurs sociaux ne souhaitaient pas réaliser de projets à Seloncourt.

**M. Denis TISSERAND** demande s'il est possible de lui communiquer prochainement l'évolution des logements sociaux consécutive aux projets récents et futurs ?

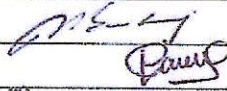
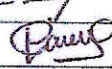
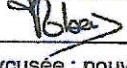






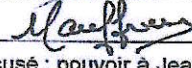




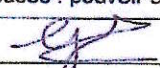
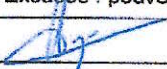




**M. Daniel BUCHWALDER** demande à Mathieu GAGLIARDI de prévoir cela en commission.

## INFORMATION

Monsieur le Maire rappelle que le prochain Conseil Municipal se réunira le mardi 13 juin 2023 à 18h30. Le Compte Administratif et le Compte de Gestion seront inscrits à l'ordre du jour.



**CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE  
11 AVRIL 2023  
LISTE EMARGEMENT**

		NOM	SIGNATURE
1	M.	BUCHWALDER Daniel	
2	Mme	PAICHEUR Françoise	
3	M.	ROBERT Jean-Marc	
4	Mme	CHALOT Maryline	Excusée : pouvoir à Laurence DI VANNI
5	M.	GAGLIARDI Mathieu	
6	Mme	DI VANNI Laurence	
7	M.	FORESTI Jean	
8	Mme	JACQUOT Catherine	
9	M.	PIERGUIDI Nicolas	
10	M.	PERROT Jean-Claude	
11	Mme	MAUFFREY Madeleine	
12	M.	LIEGEART Patrick	Excusé : pouvoir à Jean-Marc ROBERT
13	M.	KMOCH Alain	
14	Mme	GUEY Christine	
15	M	MIESKE Jean-Luc	
16	Mme	MABIRE Lysiane	
17	Mme	ALZINGRE Brigitte	Excusée : pouvoir à Mathieu GAGLIARDI
18	M.	GADET Romuald	
19	Mme	MOREL Sophie	Excusée : pouvoir à Françoise PAICHEUR
20	M.	GIRARD Clément	Excusé : pouvoir Catherine JACQUOT
21	Mme	LEMOINE Léa	Excusée : pouvoir à Jean FORESTI
22	M.	LANUSSE CAZALE Eric	
23	M.	BARBÉ Michel	Excusé : pouvoir à Lysiane MABIRE
24	M.	Régis ARNOLD	Excusé : pouvoir à Nicolas PIERGUIDI
25	M.	TISSERAND Denis	
26	M.	TOITOT Christian	Excusé : pouvoir à Denis TISSERAND
27	M.	BEE Sergio	
28	Mme	WERNY Sylvie	
29	Mme	ROCH Béatrice	

**LA SEANCE EST LEVEE A 19H55**

La Secrétaire de Séance  
**Mme Françoise PAICHEUR**



Le Maire  
**Daniel BUCHWALDER**